



SOCIÉTÉ

Bac : des profs réclament l'annulation du « grand oral »

Les syndicats souhaitent supprimer cette épreuve phare de l'examen. Jean-Michel Blanquer, lui, veut la maintenir en juin.

MARIE-ESTELLE PECH
@MariestellPech

ÉDUCATION Qui veut la peau du « grand oral » du bac ? Les principaux syndicats d'enseignants, dont le Snes et le Snalc, réclament depuis plusieurs semaines l'annulation de cette nouvelle épreuve, programmée mi-juin. À les entendre, les lycéens sont inégalement préparés, puisque certains ont pu aller pleinement en cours, notamment dans l'enseignement privé, alors que d'autres n'y sont allés qu'un jour sur deux ou une semaine sur deux depuis novembre, en raison d'un fonctionnement en « demi-jauges » décidé localement. « Il faut faire attention », insiste Sophie Vénétiay du Snes, car l'oral, « particulièrement discriminant socialement », pourrait désavantager des élèves.

Voulue par le ministre de l'Éducation nationale dans le cadre de la réforme du lycée, l'épreuve consiste pour les lycéens à s'exprimer debout pendant vingt minutes sur un sujet sélectionné parmi deux préparés durant l'année et à argumenter face à un jury de deux enseignants. Et à évoquer, à la fin, leur projet d'orientation.

Certes, la préparation a été bousculée. Mais pourquoi les syndicats ne réclament-ils pas avec autant de verve l'annulation de l'épreuve écrite de philosophie ou de l'oral de français, qui doivent se tenir à la même période ? Les élèves n'y sont pas mieux préparés... Surtout en philosophie, discipline qu'ils n'ont découverte, le plus souvent, que de façon parcellaire cette année.

En réalité, l'oral du bac est devenu le « totem emblématique de la réforme du lycée », raconte Philippe Vincent, à la tête des chefs d'établissements du SNPDEN-Unsa. Ré-

forme à laquelle se sont fortement opposés le Snes et le Snalc il y a deux ans, allant jusqu'à retenir les notes du bac. Obtenir l'annulation de cette épreuve leur permettrait d'affaiblir cette réforme et le ministre, Jean-Michel Blanquer.

On ne peut évoquer « un manque de préparation, rétorque Philippe Vincent. Des pages et des pages de conseils ont été publiées. » Quant aux conditions sanitaires, il s'agit d'une réunion « avec trois personnes, masquées, sans plus de risques que les écrits et oraux des écoles d'ingénieurs ou de commerce organisés au printemps ».

Au ministère de l'Éducation, on assure que l'épreuve sera maintenue, comme l'oral de français et la philosophie, car les élèves de terminale doivent pouvoir travailler l'oral, alors qu'ils n'ont déjà pas pu passer les épreuves de français l'an dernier. « Certes, c'est stressant, comme tout examen. Mais le grand oral est très balisé. Les questions sont connues à l'avance », note la Rue de Grenelle. Un temps évoqué, la réduction du coefficient du grand oral, qui pourrait ne plus peser que 5 % de la note finale dans la filière générale contre 10 % actuellement, n'est plus à l'ordre du jour. « C'est une bonne épreuve, qui prépare bien à l'enseignement supérieur. Aidés par leurs professeurs, les élèves ont déjà commencé à travailler sur leurs deux thèmes. C'est aussi la première fois qu'on leur demande de s'exprimer sur leur projet d'orientation. Enfin, si on organise les élections régionales en juin, je ne vois pas pourquoi on ne pourrait pas organiser un oral de bac ! », s'agace Hubert Salaün pour la Peep, deuxième fédération de parents d'élèves, selon qui les élèves sont en réalité plus stressés à l'idée de présenter l'examen de philo que ce fameux « grand oral ». ■

Cette épreuve est devenue le totem emblématique de la réforme du lycée

PHILIPPE VINCENT,
SECRETARE GÉNÉRAL
DU SNPDEN-UNSA

